

BIOGRAPHIE



Ndeye Dieynaba Ndiaye est professeure agrégée de droit à la Faculté de science politique et droit, au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) depuis 2020 où elle contribue à la formation des étudiants, tout cycle confondu, sur le droit de l'immigration, droit des réfugiés, droit de la

citoyenneté en contexte canadien et international, droit de l'Union européenne, droit international du travail et des systèmes universels et régionaux des droits de la personne, de la méthodologie bi et interdisciplinaire et ultimement du droit des étrangers de la France, de l'Italie, du Maroc, du Sénégal. Professeure Ndiaye est diplômée de l'Université Laval, au grade de docteur en droit LL. D, d'un DESS en droits fondamentaux à l'Université Laval, d'un master 2 en droit européen et international des droits fondamentaux à l'Université de Nantes et d'une maîtrise en droit des affaires de l'Université Cheikh Anta Diop.

Mme Ndiaye a créé l'Observatoire sur les Migrations Internationales, les Réfugiés et les Apatrides et l'asile, (OMIRAS) en 2018 au Québec. Cette plateforme qu'elle dirige a pour but de mettre en place une participation innovante d'une équipe pluridisciplinaire dans la recherche de solutions durables sur la mobilité des personnes Sud-Sud, Sud-Nord et Nord-Sud. L'OMIRAS permet d'établir un dialogue et des collaborations multidisciplinaires entre jeunes chercheurs du Nord et du Sud afin de développer des recherches sur une gestion équilibrée et durable des migrations internationales. En tant que directrice de l'OMIRAS, elle a implémenté le groupe de recherche à l'UQAM affiliée à l'IEIM (UQAM) en plus de consolider l'équipe scientifique composée de plus d'une dizaine de chercheurs, chercheurs [établis.es](#) dans cinq universités canadiennes, deux universités sénégalaises et université américaine. Le groupe de recherche compte aussi un réseau de jeunes [chercheurs.es](#) chercheurs composé de deux post doctorants (Université d'Ottawa et Central China Normal University/Candidat Ph.D) de six doctorants (quatre à l'UQAM et UCAD et Université Thomas SANKARA/Doctorat) et d'une vingtaine d'[étudiants.es](#) à la maîtrise (une dizaine à l'UQAM, sept à l'UCAD/Agroécologie), quatre à l'UNCHK, deux à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis/Faculté des sciences juridiques et politiques droit public, un à l'université Joseph Ki-Zerbo/Sciences Humaines et Sociales de Burkina Faso, un à l'Université Euromed de Fès/ Science politique du Maroc) dans le but de contribuer concrètement à la formation de la relève.

Spécialiste de ces questions reconnue tant au Canada qu'à l'étranger, elle a publié de nombreux articles et effectué plusieurs communications, des conférences et colloques sur la mobilité des migrants et des réfugiés dont

une dizaine d'envergure à Montréal, Québec et Ottawa au Canada, France, Belgique, Sénégal et quelques articles de diffusion des savoirs et de vulgarisation des connaissances sur les enjeux migratoires et d'asile à titre de juriste internationaliste, à l'endroit des citoyens.es du Québec et du Canada et du grand public.

PRESENTATION

La question sur les femmes immigrantes en milieu universitaire présente un intérêt majeur dans la mesure où elle soulève des enjeux théoriques et pratiques au Canada. Selon Le rapport de l'ACPPU publié en 2018 « Les enseignants de race noire ne représentent que 2 % de l'ensemble du personnel enseignant universitaire et sont plus susceptibles de compter parmi le personnel à statut occasionnel ou précaire que parmi le personnel permanent à temps plein. Le revenu du personnel enseignant de race noire dans les universités est inférieur de 11 % à celui du personnel non racialisé. Les membres des groupes de « minorités visibles » détiennent 18,7% des titulaires de doctorat au Canada, mais représentent en moyenne environ 12% des facultés universitaires du pays. Quant aux femmes noires, elles sont remarquables pour être invisibles dans les universités canadiennes. (Koabyashi , 2009).

Ces limites fondées sur la phénétique se mesure au niveau de la recherche scientifique. Définie par l'UNESCO, comme « les personnes dont relève la recherche et le développement et qui s'y consacrent », les femmes " chercheurs scientifiques " sont sous représentées. En effet, seulement 31.8% des chercheuses femmes proviennent de l'Afrique subsaharienne (UNESCO 2016).